

COURS « VIE ET SOCIÉTÉ »

La quadrature du cercle

David Angel

L'élaboration du cours « Vie et société » continue d'être l'objet de débats. Ni les associations laïques, ni les cultes religieux ne s'en montrent satisfaits - les deux côtés en viendraient même à être d'accord.

Mercredi matin, le ministre de l'Éducation aurait dû informer la presse de l'« avancement des travaux » d'élaboration du nouveau cours « Vie et société », destiné à remplacer, à partir de la rentrée 2017-2018, les cours d'enseignement religieux et d'enseignement moral. Annoncée vendredi 22 janvier, la conférence de presse a pourtant été annulée deux jours avant sa date prévue. Pour des « raisons de calendrier », selon le ministère.

Mais voilà que le Conseil des cultes conventionnés, regroupant musulmans, juifs et chrétiens, vient de publier son avis relatif au programme-directeur - publié en novembre 2015 - du nouveau cours. Et pointe du doigt une « quasi-absence » des thèmes religieux de ce programme-directeur, chiffres à l'appui. Ainsi, la part des sujets faisant explicitement référence à la religion serait de 16 pour cent : 23 sur les 166 thèmes énumérés dans le programme-directeur. Dans deux des six grands domaines thématiques, le fait religieux ne serait pas mentionné du tout.

« Nous mesurerons le gouvernement à la manière dont il respectera ses engagements. »

Mais la critique des cultes conventionnés ne se limite pas à un exercice de mathématiques : un manque de cohérence entre le document-cadre, publié en mars 2015, et le programme-directeur est également dénoncé, entre autres. « Nous faisons référence, dans notre avis, au document-cadre, puisqu'il nous semble que le ministère a changé de direction en cours de route », explique Jean Ehret, représentant de l'Église catholique au sein du Conseil des cultes conventionnés. « Pour nous, il s'agit aussi de faire valoir ce qui a été conclu dans le cadre de la convention entre l'État et les cultes. Nous mesurerons le gouverne-



Un sacré bordel, l'élaboration de ce cours unique !

ment à la manière dont il respectera ses engagements. »

L'avis cite en effet des passages du document-cadre : « Le décodage du langage métaphorique qu'utilisent les religions est une compétence-clé qui doit être transmise afin de donner la possibilité d'une réflexion autonome sur les sujets religieux à des enfants et des adolescents », reprend-il, entre autres.

Pour les communautés religieuses, ce principe ne serait ni repris ni concrétisé dans les six grands do-

maines thématiques du programme-directeur. Or, le domaine thématique « Culture et communication » prévoit, entre autres, au cycle trois, le traitement de « ce que des enfants vivent et apprennent au sein de leurs religions (rites, enseignements, histoires) ». Ou encore, en première année d'enseignement secondaire, l'apprentissage des « symboles religieux au quotidien et dans les cultures populaires ».

Pour Jean Ehret, qui affirme être un partisan d'un « État laïque dans le sens où il n'y a pas de religion

d'État », décoder le langage métaphorique des religions va bien au-delà du simple traitement des symboles religieux : « C'est un domaine tellement complexe... Pour comprendre le fait religieux, il faut aussi se baser sur les textes existants et donner des outils aux élèves afin qu'ils puissent les contextualiser et analyser. »

« Ce serait dramatique si on se retrouvait avec quelque chose d'incomplet à la fin »

C'est pourquoi le Conseil des cultes promeut l'inclusion d'une « introduction à l'étude de textes religieux, utilisant différentes clefs d'interprétation permettant de distinguer la lecture symbolique d'une lecture littérale et de promouvoir une approche historico-critique », en faisant référence à la recommandation « Éducation et religion » du Conseil de l'Europe de 2005, qui souligne qu'il ne s'agit pas « de transmettre une foi, mais de faire comprendre aux jeunes pourquoi des millions de gens puisent à ces sources ».

L'avis du Conseil des cultes pointe aussi du doigt une « communication insuffisante » du ministère de l'Éducation et lui reproche de vouloir introduire de façon « hâtive » le cours dans l'enseignement secondaire, ce qui mettrait en cause « l'élaboration sérieuse du programme ». Des points que partage le Cercle de coopération des associations laïques (CCAL), en la personne de Patrick Arendt. « Il reste six mois avant l'introduction (dans le cadre d'un projet-pilote, ndr) du cours. Ce serait dramatique si, à la fin, on se retrouvait avec quelque chose d'incomplet », explique-t-il.

Même si, pour lui, le problème prend ses origines beaucoup plus tôt : « Il faudrait que nous soyons d'accord sur ce que nous voulons. L'important, c'est le point de vue duquel nous partons : soit la religion sert de point de départ, soit les sciences, la philosophie. On ne peut pas avoir les deux ! » Ce qui ne veut pas dire qu'il s'oppose à une certaine forme d'enseignement du fait religieux : « Ça ne sert à rien de vouloir ignorer la religion », dit-il, « mais si nous en parlons, alors il faut le faire depuis un point de vue extérieur. »

PHOTO : TONYSTI/FUCKR

AVIS

Poste vacant

Ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse
Centre socio-éducatif de l'État

Le ministère de l'Éducation nationale, de l'Enfance et de la Jeunesse engage pour le Centre socio-éducatif de l'État un ouvrier CATP électricien (m/f) à durée indéterminée à raison de 40 heures/semaine.

Les demandes avec une copie du diplôme sont à adresser pour le **15 février 2016** au plus tard à l'adresse suivante :
Centre socio-éducatif de l'État
c/o M. Fernand Boewinger
BP 22
L-5507 Wormeldange

Pour des renseignements supplémentaires, veuillez contacter le

numéro de téléphone :
(+352) 760565-300.

Poste vacant

La Direction de la santé recherche pour les besoins de la Division de la pharmacie et des médicaments

un pharmacien-inspecteur (h/f)
à durée indéterminée et à plein-temps

Profil :

- Aptitudes analytiques et de synthèse développées.
- Bonne maîtrise de la gestion documentaire (littérature scientifique, pharmaceutique et médicale, bases de données...).
- Bonne connaissance en informatique.
- Esprit d'équipe, flexibilité et engagement.

- Aisance relationnelle.
- Facilité de communication, de coordination et d'organisation.
- Aptitude à travailler de manière indépendante.
- Sens des responsabilités et de l'initiative.
- Motivation et dynamisme.
- Bonnes connaissances en luxembourgeois, français, allemand et anglais.

Missions :

- Effectuer toutes les tâches et les missions dont sont chargés les pharmaciens-inspecteurs d'après l'article 6 (1) de la loi du 24 novembre 2015 relative à la Direction de la santé.

Les demandes avec curriculum vitae, diplômes et certificats sont à adresser pour le 8.02.2016 au plus tard à :
Dr. Jean-Claude Schmit,
Directeur de la santé
Villa Louvigny, allée Marconi,
L-2120 Luxembourg

Pour Jean Ehret, il serait, au contraire, bénéfique d'inclure les théologies dans l'élaboration du programme : « La théologie est la réflexion critique des pratiques d'une communauté religieuse par elle-même. » Sans ce point de vue « de l'intérieur », on risquerait d'enseigner le fait religieux sur base de préjugés.

La « quadrature du cercle », voilà à quoi s'apparenterait l'élaboration de ce cours selon Patrick Arendt. « Il ne suffit pas juste de prendre un peu par-ci et par-là », détaille-t-il. « À la fin, nous risquons d'avoir un semi-cours d'enseignement religieux et de régresser de cinquante ans, puisque dans ce cas, nous forcerions des élèves qui se seraient décidés contre l'enseignement religieux auparavant à suivre cet enseignement. Finalement, tout le monde serait 'Fir de Choix' ! »

« Si, au final, le ministre réussit à nous monter les uns contre les autres, alors nous n'aurons rien gagné du tout. »

'Fir de Choix', la Fédération des associations de parents d'élèves (Fapel) l'est déjà : lors d'une conférence de presse jeudi matin, sa présidente s'est exprimée en faveur du modèle actuel. Puisque ni les associations laïques ni les cultes conventionnés ne seraient d'accord avec le programme-directeur, il serait préférable de laisser le choix aux élèves et aux parents d'élèves.

Du côté du CCAL comme du Conseil des cultes, on a l'impression que le ministère voudrait diviser pour mieux régner. « Pour nous, il est très important que le clivage entre cléricaux et anticléricaux soit surmonté », met en garde Ehret. « Nous ne voulons en aucun cas nous laisser monter les uns contre les autres. » Arendt insiste lui aussi : « Si, au final, le ministre réussit à nous monter les uns contre les autres, alors nous n'aurons rien gagné du tout. » Au moins, Claude Meisch aura le mérite d'avoir pour une fois mis d'accord associations laïques et cultes religieux !

POSTES VACANTS AUPRES DE L'ÉTAT

LE MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE SE PROPOSE D'ENGAGER PLUSIEURS **EMPLOYÉ(E)S DE L'ÉTAT** POUR LES BESOINS DES DÉPARTEMENTS MINISTÉRIELS, ADMINISTRATIONS ET SERVICES DE L'ÉTAT. LES DÉTAILS RELATIFS AUX BESOINS EN PERSONNEL ET AUX DESCRIPTIONS DE POSTES PEUVENT ÊTRE CONSULTÉS SUR LE SITE DU MINISTÈRE DE LA FONCTION PUBLIQUE ET DE LA RÉFORME ADMINISTRATIVE.

WWW.FONCTION-PUBLIQUE.PUBLIC.LU

DERNIER DÉLAI POUR L'ENVOI DES CANDIDATURES:
Vendredi, le **5 février 2016**

Renseignements (uniquement le matin)
de 8h00-12h00: 247 83095; 247 83115

(Communiqué par le Ministère de la Fonction publique et de la Réforme administrative)



LE GOUVERNEMENT
DU GRAND-DUCHÉ DE LUXEMBOURG
Ministère de la Fonction publique
et de la Réforme administrative

Ich bringe Ihnen die woxx 6 Wochen gratis nach Hause
... auf Papier oder als PDF - Sie haben die Wahl!

Je vous apporte le woxx gratuitement
à domicile pendant 6 semaines
... sur papier ou au format PDF
- vous avez le choix !



dat anert abonnement / l'autre abonnement
Tél.: 29 79 99-0 • Fax: 29 79 79 • abo@woxx.lu